

Suivre l'argent à la trace.

Les nouvelles technologies sont au service de la lutte contre
le blanchiment d'argent et de la conformité bancaire.



Si le blanchiment d'argent existe depuis la nuit des temps, l'origine de cette expression n'est pas encore certaine. Certains l'associent à l'époque médiévale et d'autres aux activités d'Al Capone. En effet, la légende veut que le célèbre gangster ait dissimulé la provenance de son argent sale par l'intermédiaire d'une blanchisserie.

Avec le temps, l'image d'Al Capone s'est humanisée et il est devenu pour d'aucuns un personnage emblématique qui a, sans nul doute, contribué à donner au Chicago des années 1920 et 1930 sa réputation de ville sans foi ni loi. De nos jours, certains touristes affluent même dans les faux bars clandestins de la ville et découvrent le passé de gangster de la ville avec les visites « Untouchable Tours ».

Pourtant, ceux qui se livrent aujourd'hui au blanchiment d'argent sont loin de susciter la même fascination et représentent un véritable danger pour notre société : il s'agit en effet de trafiquants de drogues, d'êtres humains et d'armes, ou encore de terroristes. Le blanchiment de capitaux encourage le crime en masquant l'origine des gains illicites. Ainsi, l'exploitation sexuelle des enfants prendrait sans doute fin si l'utilisation de l'argent liquide généré donnait lieu à des poursuites de manière rapide et quasi certaine. D'autres crimes sont également favorisés de cette façon : le blanchiment d'argent via le système bancaire européen a permis à Al-Qaïda de financer les attentats du 11 septembre aux États-Unis, tandis que l'État islamique tire ses fonds du trafic de drogues.

Ces activités ont malheureusement une portée incroyablement large et tragique. Selon le groupe d'action financière (Financial Action Task Force), un organisme international qui aide les banques à lutter contre la criminalité financière, les capitaux blanchis issus d'activités criminelles représenteraient deux à cinq pour cent du produit mondial brut, soit 1,38 à 3,45 *mille milliards* de dollars par an. Ce livre blanc présente le climat actuel en matière de blanchiment d'argent, la réglementation en vigueur, ainsi que les nouvelles technologies AML (*Anti-Money-Laundering*, lutte contre le blanchiment d'argent) qui aident à assurer la conformité bancaire.

Une réglementation renforcée pour répondre à de nouvelles activités criminelles

Les attentats du 11 septembre ont poussé les gouvernements à renforcer la réglementation en matière de lutte contre le blanchiment d'argent. « Le nombre de dispositions réglementaires sur la lutte contre le blanchiment d'argent a connu une croissance exponentielle et continue d'augmenter », explique Richard Stocks, directeur Solution pour les délits

financiers et la conformité chez Pitney Bowes. « Il fut un temps où les règles bancaires, bien connues et en nombre limité, évoluaient moins vite, ce qui permettait aux banques de s'adapter aux changements réglementaires et aux nouveaux risques. Ce temps est révolu. »

Parmi les nombreuses nouvelles dispositions réglementaires en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux figurent les lois « Know Your Customer » en vigueur dans près de 80 pays, les lignes directrices du Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada, les directives européennes de lutte contre le blanchiment et Solvabilité II, ainsi que le Patriot Act et le Foreign Account Tax Compliance Act américains. À ces règles s'ajoutent celles des organismes d'autorégulation.

Cette réglementation vise à conserver une longueur d'avance sur un marché criminel en constante évolution. À l'heure où la criminalité internationale gagne en ampleur, les nouvelles technologies fournissent des moyens innovants de s'engager dans des activités illégales. Le Dark Web, un vaste ensemble de sites Web qui masquent les adresses IP des serveurs qui les hébergent et qui sont introuvables via les moteurs de recherche, représente un lieu privilégié pour l'achat d'armes, d'explosifs, de drogues, voire d'êtres humains. Avec l'essor des marchés financiers mondiaux, des virements bancaires en ligne (y compris vers des banques offshore situées dans des pays ne disposant pas de lois en matière de lutte contre le blanchiment d'argent), des cartes de crédit prépayées et des transactions en bitcoins et autres monnaies virtuelles difficiles à tracer, il devient plus facile de dissimuler l'origine des fonds.

C'est la raison pour laquelle les organismes réglementaires adoptent non seulement de nouvelles règles de lutte contre le blanchiment, mais s'assurent également qu'elles sont strictement respectées. Dans de nombreux pays, les organismes réglementaires accordent une importance toute particulière au respect des règles anti-blanchiment. En cas de non-conformité, les banques s'exposent à des amendes pouvant s'élever à des milliards de dollars, de livres, d'euros ou de yens, et les dirigeants à des poursuites judiciaires dans certains pays.

Cependant, malgré les investissements considérables des banques dans le personnel, les plates-formes et les processus AML, la conformité reste un défi de taille. Une vue opaque et incomplète des clients internes et externes freine les efforts de lutte contre le blanchiment d'argent.

Le défi de la conformité

Le blanchiment d'argent repose sur l'anonymat et la dissimulation des entités et des transactions. Les systèmes de résolution d'entités et de surveillance des transactions sont d'une grande utilité pour bloquer les tentatives de blanchiment. Toutefois, à l'image des processus analytiques d'évaluation et de réévaluation des risques qui estiment la probabilité qu'un client a de commettre des délits financiers tels que le blanchiment d'argent, ces systèmes dépendent entièrement des données disponibles.

Actuellement, la plupart des banques ne disposent que d'une vue client opaque et incohérente. Les informations client sont souvent compartimentées dans des bases de données se trouvant dans différents systèmes qui ne communiquent pas entre eux, des systèmes de gestion des informations client aux tableaux Excel des employés. Plusieurs profils peuvent ainsi coexister pour un même client dans différents services de la banque (services particuliers et celui des prêts, par exemple, ou encore services entreprises et cartes de crédit).

Résultats : Des profils client distincts contenant des informations inexacts, incomplètes ou contradictoires.

Plusieurs noms pour une même entité

Les variantes de noms ne sont qu'un exemple parmi d'autres. Prenons l'exemple d'une cliente mariée appelée Marie-Anne Dubois qui utilise des variantes de son nom pour les différents comptes qu'elle détient dans la même banque : « Marie-Anne Dubois », « Marianne Dubois », « Marie A. Dubois » ou « M. A. Dubois » pour certains comptes ; ces mêmes prénoms et initiales associés à son nom de jeune fille, Martin, pour d'autres comptes ; et la même chose avec le nom composé Martin-Dubois pour d'autres comptes encore. La plupart des banques sont incapables de regrouper de manière efficace toutes les informations issues de ces différents comptes en un seul profil pour cette même entité. Elles ne peuvent donc pas vérifier les opérations effectuées par cette personne, ses réseaux et les lieux où ses transactions bancaires sont réalisées.

« Dans la situation actuelle, je dispose peut-être d'informations concernant les opérations bancaires de Marie-Anne Dubois », explique Robert Smith, directeur Gestion des délits financiers chez Pitney Bowes. « Je vois qu'elle détient un compte courant qui ne présente pas d'anomalies et qu'elle règle les mêmes factures tous les mois. Mais je ne peux pas la relier à la Marie-Anne Dubois qui opère au niveau institutionnel. Je ne vois pas

qu'elle travaille pour un fabricant d'explosifs qui fait affaire en Syrie. Pour la banque, le score de risque est donc extrêmement faible pour la première Marie-Anne Dubois, et extrêmement élevé pour la seconde. Les banques ont besoin d'une transparence accrue sur leurs clients afin de disposer de profils de risque plus fiables. »

Les identités non résolues perturbent également les systèmes de surveillance des transactions (TMS), qui détectent et avertissent contre 26 scénarios de blanchiment d'argent, notamment en fonction des scores de risque de l'entité. Pour être efficaces, les systèmes de surveillance des transactions (tels que les logiciels proposés par NICE, Oracle et Norkom, ainsi que les systèmes développés en interne) et de gestion des informations requièrent une vue claire et exhaustive de tout client de l'établissement bancaire.

Un taux élevé de fausses alertes

Une résolution d'entités et une surveillance des transactions inefficaces exposent les banques à des non-conformités. Les systèmes TMS donnent des faux négatifs lorsque des activités criminelles leur échappent. Bien plus souvent encore, jusqu'à 95 % du temps selon certaines estimations, les systèmes donnent des faux positifs. Avec les pratiques d'investigation manuelles actuelles, les enquêteurs des banques finissent donc par analyser inutilement 95 % des alertes pour atteindre les 5 % qui méritent réellement d'être examinés.

Quelles sont les conséquences de ces inefficacités ? Reprenons l'exemple de la cliente Marie-Anne Dubois. La banque la soupçonne de recourir au « schtroumpfage », via des dépôts réguliers de sommes de 3 000, 3 000 et 4 000 euros, pour contourner les lois sur la lutte contre le blanchiment d'argent, qui exigent que toute opération d'un montant supérieur à 10 000 euros soit examinée. Cependant, comme la banque est incapable de déterminer la véritable identité de la cliente incriminée, son système TMS émet des alertes pour tout dépôt effectué par des clientes nommées Marie-Anne Dubois. Les enquêteurs étant légalement tenus d'examiner toutes les alertes, le service de renseignement financier de la banque souffre d'un manque d'efficacité.

La technologie au service de la résolution d'entités

Pour se conformer à la réglementation anti-blanchiment de manière plus efficace et rentable, les banques peuvent déployer des logiciels qui améliorent la résolution d'entités en **recherchant** et en **reliant** les données tout en facilitant la **visualisation** des relations pour les enquêteurs.

Grâce à ces systèmes, les banques peuvent **trouver** les informations client où qu'elles soient, même si elles sont compartimentées dans différents systèmes et services de l'établissement. Ces systèmes analysent minutieusement les comptes de particuliers, d'entreprises et d'investissement, les cartes de crédit, les prêts, etc. pour compiler automatiquement un profil complet de chaque client et des tiers avec lesquels ceux-ci font affaire, conformément aux règles « Know Your Customer » et « Know Your Customer's Customer ».

Les logiciels **relient** ensuite les données issues de diverses sources à l'entité correspondante et à ses clients. Les informations relatives aux méthodes de transfert d'argent, telles que les virements bancaires, retraits au guichet, chèques et cartes de crédit, doivent être prises en compte. Grâce à la corrélation des données, les enquêteurs n'ont plus besoin de recouper manuellement des documents numériques ou papier pour trouver des informations sur un client donné et son réseau.

Les informations doivent être numériques et présentées de manière à faciliter la **visualisation** de l'historique des opérations effectuées entre le client et ses réseaux ainsi qu'avec l'établissement lui-même. Des fonctionnalités supplémentaires doivent permettre la modélisation des relations pour l'ensemble des fonctions, des processus et des interactions.

La solution Pitney Bowes

La solution logicielle Résolution d'entités pour la conformité et la lutte contre la criminalité financière de Pitney Bowes aide les banques partout dans le monde à détecter et à examiner les délits financiers de manière plus efficace et rentable. Elle exploite la technologie Spectrum® de Pitney Bowes et des algorithmes avancés pour offrir les fonctionnalités de recherche, corrélation et visualisation des données mentionnées précédemment.

Le logiciel commence par **rechercher** les informations client dans la multitude de systèmes où elles résident. Il utilise ensuite la base de données de Pitney Bowes, qui contient des millions d'adresses, de noms et de variantes de noms (couvrant 143 cultures et 240 pays), pour **relier** ces informations à des entités uniques et déterminer les relations entre les différentes parties.

Associées à la transcription de caractères non latins en alphabet latin et vice versa, ces fonctionnalités permettent aux banques de prendre en compte les variantes de noms et d'adresses lors de la résolution d'entités à l'échelle mondiale. Avec cette solution, une banque peut par exemple se rendre compte qu'un client se prénommant « Michael » aux États-Unis se fait appeler « Mikhail » en Russie, « Muhammad » en Égypte ou « Michel » en France, ou regrouper les adresses « 42 Oakdale Street » et « 42 Oak Dale Rd. » en « 42 Oak Dale St. » (voir Figure 1).

La corrélation des données va plus loin : la solution de Pitney Bowes normalise et homogénéise les noms et adresses, puis attribue à chaque client de la banque un numéro d'identification unique qui reste le même dans tout l'établissement. Les données issues de différentes sources peuvent ensuite être associées à cette entité, pour une meilleure visibilité lors des enquêtes. Les informations peuvent être regroupées par individu, foyer ou entreprise.

Grâce aux fonctionnalités de **visualisation**, les enquêteurs peuvent accéder à ces informations via un lien unique dans une base de connaissances de Pitney Bowes. Ils peuvent y trouver toutes les informations recueillies par la banque sur un client donné et associées au numéro d'identification unique de ce dernier. Avec ce processus, plus besoin d'éplucher des documents papier à la fois longs et difficiles à interpréter.

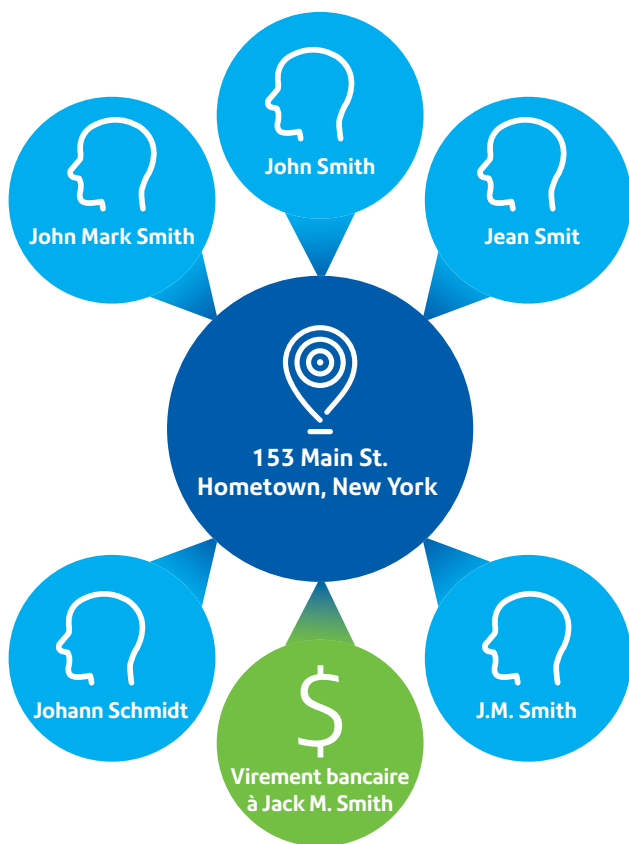


Figure 1 : la solution Résolution d'entités pour la conformité et la lutte contre la criminalité financière de Pitney Bowes permet de regrouper plusieurs noms en une seule entité. Grâce à cette solution, la banque peut regrouper six variantes de nom en une seule entité en reliant tous ces noms à la même adresse personnelle.

Avantages

En améliorant la résolution d'entités, la solution de Pitney Bowes aide les banques à éviter les amendes et les poursuites pour non-conformité. D'autre part, comme le logiciel augmente l'efficacité des enquêtes, les banques n'ont pas besoin d'embaucher du personnel supplémentaire. La solution permet également de mieux tirer profit des investissements existants en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et de soutenir la stratégie marketing de la banque.

La solution Résolution d'entités pour la conformité et la lutte contre la criminalité financière de Pitney Bowes n'est pas un système TMS ou de gestion des informations client. Elle accroît l'exactitude et la précision des données circulant dans les plates-formes existantes tout en les organisant de manière optimale pour servir les systèmes et processus déjà en place. Cela épargne aux banques les efforts et les coûts liés au remplacement des systèmes TMS et de gestion des informations client en vue d'améliorer la résolution d'entités.

Par ailleurs, bien que conçue dans l'optique de la conformité à la réglementation anti-blanchiment telle que les règles « Know Your Customer », la solution de Pitney Bowes optimise également la stratégie marketing des banques grâce à une vue client à 360°. Avec une vue complète de tous leurs clients, les banques peuvent adapter leur stratégie marketing aux besoins spécifiques de chacun d'entre eux.

Une meilleure résolution d'entités pour votre banque

Les criminels sont constamment à la recherche de nouvelles méthodes pour intégrer leurs gains illicites dans les circuits financiers légaux. Ils embauchent de vastes réseaux de « schtroumpfs », petits délinquants qui déposent des sommes inférieures à 10 000 dollars sur les comptes des blanchisseurs d'argent, contournant ainsi les lois anti-blanchiment.

Les criminels ont également de plus en plus recours à de plus petites banques, estimant que celles-ci ne peuvent pas se permettre d'investir des millions dans les processus et technologies nécessaires à une résolution d'entités efficace.

Afin de combattre ce fléau et de se conformer aux règles toujours plus nombreuses en matière de lutte contre le blanchiment d'argent, les banques doivent améliorer la résolution d'entités, notamment grâce aux technologies de pointe. Pitney Bowes dispose d'une expérience de plus de 96 ans dans l'organisation et la corrélation de données. Notre solution repose sur nos technologies éprouvées d'analyse de données pour vous aider à lutter contre la criminalité financière.

Pour plus d'informations, rendez-vous sur notre site Web : pitneybowes.com/fr/gestion-informations-client/resolution-d-entites/lutte-anti-blanchiment.html

France

Immeuble Le Triangle
9 rue Paul Lafargue
93456 La Plaine Saint-Denis Cedex
pbsoftware.france@pb.com

Pour plus d'informations, veuillez consulter notre
site Web : pitneybowes.com/fr